EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du mardi 25 janvier 2022
19 heures 00Accusé de réception en préfecture
084-218400034-20220127-002818-DE
Date de télétransmission : 27/01/2022
Date de réception préfecture : 27/01/2022

GF/SP

N° 002818

Ressources
Humaines -
Convention
d'accompagnement à
la réalisation d'un
diagnostic RPS par le
CDG de Vaucluse.

Affiché le :

Le mardi 25 janvier 2022 à 19 heures 00 le Conseil Municipal, convoqué le mercredi 19 janvier 2022, s'est réuni au nombre de ses membres prescrits par la Loi, dans la SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL, sous la Présidence de Véronique ARNAUD-DELOY, Maire.

ETAIENT PRÉSENTS : Mme Véronique ARNAUD-DELOY (Maire), M. Jean AILLAUD (1er adjoint), Mme Emilie SIAS (2ème adjoint), M. Cédric MAROS (3ème adjoint), Mme Gaëlle LETTERON (4ème adjoint), M. Frédéric SACCO (5ème adjoint), Mme Isabelle TAILLIER (6ème adjoint), M. Yannick BONNET (7ème adjoint), Mme Sylvie TURC (8ème adjoint), M. Patrick ESPITALIER (9ème adjoint), M. Jean-Louis CULO (Conseiller municipal), M. Pascal CAUCHOIS (Conseiller municipal), Mme Sabrina HARCHACHE (Conseillère Municipale), M. Denis DEPAULE (Conseiller municipal), M. Stéphane REBAUDI (Conseiller municipal), Mme Dominique SANTONI (Conseillère Municipale), Mme Sandrine BEAUTRAIS (Conseillère Municipale), Mme Laurence GREGOIRE (Conseillère Municipale), M. Elhadji NDIOUR (Conseiller municipal), Mme Amélie LEBRETON (Conseillère Municipale), M. Nathan SAIHI (Conseiller municipal), M. Dominique THEVENIEAU (Conseiller municipal), M. Rémi ROLLAND (Conseiller municipal), Mme Céline CELCE (Conseillère Municipale), M. Henri GIORGETTI (Conseiller municipal), M. Jean-Marc DESSAUD (Conseiller municipal)

ONT DONNÉ PROCURATION : M. Pierre DIDIER (Conseiller municipal) donne pouvoir à Mme Sylvie TURC (8ème adjoint), M. André LECOURT (Conseiller municipal) donne pouvoir à M. Patrick ESPITALIER (9ème adjoint), Mme Brigitte BENOIT DE SOLLIERS (Conseillère Municipale) donne pouvoir à M. Jean AILLAUD (1er adjoint), Mme Célia BARBIER (Conseillère Municipale) donne pouvoir à Mme Emilie SIAS (2ème adjoint), M. Christophe CARMINATI (Conseiller municipal) donne pouvoir à Mme Céline CELCE (Conseillère Municipale), Mme Céline RIGOUARD (Conseillère Municipale) donne pouvoir à M. Rémi ROLLAND (Conseiller municipal)

ABSENTS : Mme Julie BOVAS (Conseillère Municipale)

La séance est ouverte, M. Nathan SAIHI est nommé(e) Secrétaire.

VOTES POUR : 32

VOTES CONTRE : 0

ABSTENTION(S) : 0

Madame le Maire rappelle qu'en matière de santé et de sécurité au travail, la loi définit une obligation générale de sécurité qui incombe à l'employeur, y compris pour les collectivités territoriales. Celles-ci doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des agents.

Les risques psycho sociaux sur la « santé mentale » doivent être pris en compte au même titre que les autres risques professionnels. En cas de manquement à ces obligations, des responsabilités administratives et pénales sont susceptibles d'être engagées.

Les risques psychosociaux (RPS) sont définis comme étant les risques pour la santé mentale et physique engendrés par des situations de travail, des facteurs organisationnels et relationnels potentiellement pathogènes pour les agents exposés.

Ces risques peuvent recouvrir différentes formes : le stress, parmi les plus connus, mais aussi le harcèlement moral ou sexuel, l'épuisement professionnel (*ou Burnout*) et même la violence au travail.

Une forte exposition aux RPS peut entraîner des conséquences importantes sur la collectivité (absentéisme, non-respect des horaires, erreurs, problème de discipline, conflits, etc....), mais aussi sur la santé des agents.

Accusé de réception en préfecture
084-218400034-20220120-102601001
Date de télétransmission : 27/01/2022
Date de réception préfecture : 27/01/2022

Madame le Maire précise que la Commune, conformément au Protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la Fonction Publique du 22 octobre 2013, est dans l'obligation d'établir un diagnostic des facteurs de risques psychosociaux présents dans la collectivité, et de proposer un plan d'actions pour les prévenir et les réduire.

Elle indique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse (CDG84), et notamment son service Prévention, propose une démarche d'accompagnement à la prévention des risques psychosociaux et que le recours à cette prestation de service nécessite une adhésion de la collectivité à l'option 2 de la convention d'adhésion au service Prévention présentée en annexe 1.

Elle ajoute par ailleurs que, dans le cadre de cet accompagnement, la collectivité bénéficiera de l'intervention de la psychologue du travail intervenant pour le compte du CDG84, plaçant ainsi le Centre de Gestion comme acteur support de la prévention des RPS.

Il indique enfin que les prestations fournies dans le cadre de cette convention d'adhésion à la réalisation d'un diagnostic RPS seront facturées à hauteur de 8 400 €, tel que précisé dans le devis présenté en annexe 2.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-63 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'accord-cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la Fonction Publique signé le 22 octobre 2013, donnant obligation à chaque employeur public d'élaborer un plan d'évaluation et de prévention des RPS,

Vu la circulaire du 25 juillet 2014 relative à la mise en œuvre de l'accord-cadre au sein de la Fonction Publique Territoriale et plaçant le Centre de Gestion comme acteur support de la prévention des risques psychosociaux,

Vu l'adhésion à la convention d'adhésion au service Prévention du CDG 84 signée le 31 janvier 2017,

Vu le présent rapport présenté par Madame le Maire de la Ville d'APT,

Vu l'avis unanime des membres du CHSCT en date du 11 janvier 2022,

Considérant les enjeux que ces risques représentent,

Considérant la proposition du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse, d'accompagner les collectivités qui le souhaitent,

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
A L'UNANIMITE**

Accusé de réception en préfecture

084-218400034-20220127-002818-DE

Date de télétransmission : 27/01/2022

Date de réception préfecture : 27/01/2022

Approuve l'adhésion de la Commune à la démarche d'accompagnement à la prévention des risques psychosociaux proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique de Vaucluse, ainsi que le montant de la participation forfaitaire de 8 400€.

Autorise, le Maire à signer l'option 2 de la convention d'adhésion au service Prévention ainsi que tous les documents qui s'y rapportent.

Précise, que la dépense correspondante est inscrite au budget 2022.

POUR EXTRAIT CONFORME

**LE MAIRE
Véronique ARNAUD-DELOY**